



## **INTÉGRATION RÉGIONALE EN AFRIQUE - LE COUP D'ACCÉLÉRATEUR DE LA CEA**

---

Marie-Noelle Guichi, Le messager du Cameroun, Mercredi 13 mars 2002  
<http://www.wagne.net/messenger/messenger/2002/0302/13/integration.htm>

Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, a abrité du 4 au 8 mars, la troisième édition du Forum pour le développement de l'Afrique (FDA III) sur «les priorités de l'intégration régionale en Afrique». Un thème choisi en raison de l'entrée en vigueur, en principe d'ici juillet 2002, de l'Union africaine.

Organisé par la Commission économique pour l'Afrique (Cea), ce forum a réuni près de mille participants dont les membres de gouvernements, les parlementaires, les hommes et femmes d'affaires, les syndicats, la société civile et de nombreux experts venus des quatre coins du monde. Selon Kingley Amoako, Secrétaire Exécutif de la Cea, le but visé est la clarification des enjeux de cette intégration longtemps recherchée en Afrique, afin de mieux définir les étapes à suivre pour sa mise en œuvre effective. Et aussi, identifier les facteurs pouvant favoriser son accélération.

En ouvrant officiellement les travaux, le Premier ministre éthiopien, Meles Zenawi s'est voulu clair : «pour réaliser ladite intégration, l'engagement des dirigeants, la définition d'actions prioritaires réalistes et la conception d'une vision claire et réfléchie s'imposent». Au chapitre de ces priorités, s'inscrit le développement des infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires ; les postes et télécommunications. D'où la réunion tenue le 6 mars, en marge du Fda III, par les ministres africains des Transports, pour adopter un programme d'action devant contribuer à la construction de l'Union africaine.

### **Suppression des visas**

Mais pour sortir de l'ornière, les participants sont unanimes sur la nécessité d'une libre circulation des personnes et des biens à travers les frontières, condition essentielle du succès de l'intégration régionale en Afrique. Les Camerounais qui ont eu le malheur de transiter par l'aéroport international Jomo Kenyatta le 2 mars dernier n'en disent pas moins. Arrivés à Nairobi à 6 heures du matin, ils ont en vain négocié un visa d'entrée à Nairobi, afin de s'assoupir dans de meilleures conditions, avant de poursuivre leur

voyage sur Addis Abeba programmé le lendemain. Déclarés «étrangers indésirables» au pays de Daniel Arap Moï, ils sont restés «prisonniers» dans l'enceinte de l'aéroport, sous haute surveillance des forces de l'ordre jusqu'à l'aube où ils ont embarqué avec grand soulagement pour l'Ethiopie. Pour aller au Gabon, le voisin camerounais a également besoin d'un visa.

Face à cette situation déplorable, M. Adedeji, ancien Secrétaire exécutif de la Cea suggère la suppression des visas dans toute l'Afrique, comme c'est le cas actuellement pour les pays de la Cedeao, et l'instauration d'un passeport unique auquel tous les Africains pourraient avoir accès. L'autre point saillant des débats au Fda III aura été la recherche d'un véritable consensus sur les moyens à mettre en œuvre pour diminuer la pauvreté en Afrique ; préalable au développement économique. L'impératif de la bonne gouvernance, synonyme d'édification d'un Etat complet et efficace, de représentation politique de tous les groupes sociaux, de bonne gestion macro-économique et des entreprises a également été identifié par les experts comme une nécessité. Le concept de «partenariat renforcé » entre les gouvernements africains et leurs populations est ainsi perçu comme un pacte en vertu duquel les dirigeants s'engagent à gérer les affaires publiques de façon équitable.

### **Paix et sécurité**

L'épineux problème de paix et sécurité en Afrique était aussi au centre des discussions. Comment la conférence sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique (CSSDCA) pourra-t-elle servir de mécanisme de gestion des conflits dans le cadre de l'Ua ? Des activités relatives à la paix et à la sécurité se déroulent actuellement au niveau sous-régional. Mais il n'existe pas encore de système unique et complet de sécurité, l'Ua pourra-t-elle assurer la cohérence de tous ces sous-systèmes ? Ou s'agira-t-il d'assurer une gestion de circonstance ? Est-il envisagé d'adopter des dispositions transitoires pour harmoniser les initiatives en place, jusqu'à l'émergence d'une nouvelle doctrine complète de paix et de sécurité ?

Par ailleurs les uns et les autres souhaitent être informés des mesures qui seront adoptées pour approuver et mettre en œuvre les interventions humanitaires et la manière dont seront établis les mécanismes permettant de les appliquer et de les coordonner au niveau sous-régional. Ils voudraient également savoir comment le programme régional ainsi mis sur pied sera lié à celui du Conseil de sécurité de l'Onu et à d'autres initiatives internationales. Et aussi, comment l'Ua envisage de positionner l'Afrique par rapport aux questions de sécurité mondiale apparues depuis les attentats du 11 septembre 2001 à New-York.